

Chiheb Mahjoub Senior Advisor chez Helix International : Il faut créer un cadre économique de soutien à la transition bas carbone.



Dans une tribune collective en date du 22/12/2017 publiée sur le site Les Echos Chiheb Mahjoub Senior Advisor chez Helix International et son groupe de travail démontrent la nécessité de créer un cadre économique de soutien à la transition bas carbone.

Le contexte

Le One Planet Summit organisé par Emmanuel Macron ce 12 décembre sur la finance du climat avait un objectif politique : alerter sur le fait qu'on était en train de perdre la bataille sur le climat, mais qu'il existait assez de forces parmi les chefs d'Etats, les banques de développement, les institutions multilatérales, les grandes entreprises, les villes et Etats américains démocrates, les gestionnaires d'actifs et les fonds philanthropiques pour la gagner.

La démonstration fut réussie, mais le bon vouloir affiché des acteurs financiers et de patrons comme Bill Gates ne viendra pas à la rescousse des Etats sans que ceux-ci ne créent le cadre économique de soutien à la transition bas carbone. Sinon, leur bon vouloir s'essoufflera.

Risques et Garanties

Le problème n'est pas celui du manque d'argent, mais celui du risque que ne veuille pas prendre un industriel sous le contrôle de ses actionnaires, un fonds de pension qui doit à tout moment servir les compléments de retraite qu'on attend de lui, une banque soumise à des objectifs de désendettement et à la vigilance des régulateurs, des ménages qui hésitent à investir dans l'efficacité énergétique. C'est là l'origine du contraste entre les 80.000 milliards d'actifs gérés par les marchés obligataires et les alertes du FMI sur le déficit des investissements d'infrastructure dans le monde.

Comme lors de bien des grandes révolutions technologiques un outil privilégié pour orienter l'initiative privée grâce aux réductions des risques tout en économisant l'effort des contribuables est celui des garanties publiques. Puisqu'une garantie ne s'exerce qu'en cas d'échec des projets, chaque euro payé par le

budget public peut gager une garantie d'environ cinq fois ce montant et lever des investissements privés d'un montant deux à trois fois supérieur. C'est ce qui a été proposé le 12 décembre par les représentants de l'OCDE et de la Commission Européenne et qui est envisagé pour lever les fonds de l'Alliance solaire internationale.

Limites

Mais les garanties ne sont pas une solution miracle. Elles présentent tout d'abord de grands risques d'arbitraire dans leur affectation. On peut prévenir ces risques via une évaluation indépendante des émissions évitées, mais surtout en calibrant les garanties sur un même prix implicite de la tonne d'émission évitée qui représenterait, la valeur que chaque pays attache aux activités de baisse des émissions compte tenu de leurs impacts positifs sur l'emploi, la vulnérabilité énergétique ou les pollutions locales.

Outre son rôle de protection contre l'arbitraire, le recours à une telle valeur, recommandé par l'article 108 de la décision de l'Accord de Paris, permettrait de détendre les crispations Nord/Sud sur l'aide aux investissements bas carbone. Un groupe d'Etats pourrait s'accorder sur une telle valeur pour les investissements transfrontières garantis par des pays développés qui exprimerait la disponibilité de ces pays à payer pour remplir les engagements de Paris.

Cette valeur, mettons 100 EUR par tonne, serait supérieure à celles de pays en développement dont les Trésors Publics ne pourraient aller au-delà de 20 EUR par tonne par exemple. De plus, cela permettrait à des projets localisés dans des pays notés BBC voire non notés car trop risqués, d'avoir accès aux marchés obligataires à des taux plus proches de ceux consentis à des pays AAA. On pourrait même imaginer que des pays se regroupent pour mettre en place un mécanisme plurinational de garanties pour accéder à des taux encore plus bas.

Un deuxième risque des garanties publiques est leur biais en faveur des grands projets en raison de plafonds de verre des coûts d'organisation qui bloque l'offre des petits projets si

Chiheb Mahjoub Senior Advisor chez Helix International : Il faut créer un cadre économique de soutien à la transition bas carbone.



nécessaires dans bien des régions du monde pour répondre aux besoins de base. Il faudra ici systématiser des méthodes standardisées de présentation des projets, une évaluation par des tiers indépendants mobilisant l'information scientifique disponible et le recours aux suivis recommandés par la Taskforce on Climate-related Financial Disclosure (TCFD) du G20.

Vers la création d'actifs bas carbone ?

On aura gagné la bataille de la confiance le jour où se mettront en place des actifs fondés sur des infrastructures bas carbone, suffisamment liquides et sûrs pour que l'épargne s'y investisse. Pourquoi pas, à terme des actifs bas carbone perçus comme un placement plus sûr que l'or ?

Cela permettra de résister aux opportunistes de la finance et du bas carbone mais aussi de réduire l'écart entre une épargne mondiale très élevée et la réticence investir à long terme, qui est une des failles structurelles de l'économie mondiale. Une raison de plus pour que les Etats s'engagent. Notre planète aura alors un véhicule AAA.

À propos d'Helix International

Helix International est une société de conseil stratégique et financier cross border proposant un accompagnement sur mesure. Elle conseille les entreprises de toutes tailles, les gouvernements et les institutions financières dans la formulation et la mise en œuvre de stratégie de croissance, l'apport de solutions de financements et les fusions-acquisitions.

Helix International est présent à Paris, Casablanca, Dakar, Pékin, Mumbai, Budapest afin d'accompagner ses clients dans des environnements économiques différents, avec une vision globale et cross-border.

Notre équipe étoffée de seniors est constituée de Partners riches de leurs expériences dans le conseil (Bain, BCG), les directions générales de banques, les gouvernements, banques et fonds d'investissements.

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Florian Sabbag
Partner

Email : fs@helixinternational.co

Tél : [+33 \(0\) 6 25 22 66 87](tel:+330625226687)

Web Site : www.helixinternational.co